



_____
_____
_____
_____

Écrire en lettres moulées, s'il vous plaît.

- Prénom, second prénom, nom de famille
- Adresse, No, rue, app.
- Ville, province
- Code postal

Nombre d'années : \_\_\_\_\_

Organisme et poste demandé : _____	___ NON BÉNÉVOLE ___ BÉNÉVOLE
Nom de jeune fille : _____	Autres noms utilisés : _____
Date de naissance (jj/mm/aa) : _____	Lieu de naissance : _____
Numéro de téléphone (domicile) : _____	Sexe :        H        F
ADRESSES DES CINQ DERNIÈRES ANNÉES :	
No : _____	Rue : _____
Ville : _____	
Prov : _____	Code Postal : _____
Nombre d'années : _____	
No : _____	Rue : _____
Ville : _____	
Prov : _____	Code Postal : _____
Nombre d'années : _____	

1. Je consens à ce qu'une recherche soit effectuée dans le fichier automatisé des relevés de condamnations criminelles géré par la Le Centre canadien d'Information de Police, géré par le Canadien Royal A Monté la Police pour vérifier si j'ai déjà fait l'objet d'une accusation et/ou d'une condamnation pour toute infraction criminelle ou si j'ai fait l'objet d'une condamnation relativement à toute infraction sexuelle mentionnée à l'annexe de la *Loi sur le casier judiciaire*, à l'égard de laquelle une réhabilitation m'aurait été accordée. Je sais que, par suite de ce consentement, si je suis soupçonné(e) d'être la personne nommée dans un dossier relatif à une affaire pénale concernant une infraction sexuelle mentionnée à l'annexe de la *Loi sur le casier judiciaire* et à l'égard de laquelle une réhabilitation a été accordée, le commissaire de la Gendarmerie royale du Canada peut remettre ce dossier au Solliciteur général du Canada, qui peut alors communiquer tout ou une partie des renseignements contenus dans ce dossier à un corps policier ou à un organisme autorisé. Le corps policier ou l'organisme autorisé me communiquera les renseignements et, si j'y consens par écrit, les communiquera au particulier ou à l'organisation susmentionnée ayant présenté la demande de vérification.
2. Par les présentes, je dégage le Service de police de Springhill et tous ses représentants de toute responsabilité relativement à des réclamations, poursuites ou demandes pour dommages, perte ou préjudice de quelque nature que ce soit pouvant découler de la divulgation des renseignements. J'autorise le Service de police de Springhill à procéder à des recherches pour obtenir des renseignements de services de police locaux partout au Canada et à communiquer à (nom /



organisme) \_\_\_\_\_ les détails des incidents à l'égard desquels une enquête policière a été effectuée et qui, de l'avis du Service de police, pourraient aider tout organisme à prendre une décision éclairée au sujet de ma demande. De plus, je sais qu'à la suite de la divulgation des renseignements, la Police de Springhill et tous ses représentants ne pourront en aucun cas être tenus responsables de l'utilisation et de la diffusion ultérieure des renseignements par moi-même ou l'organisme susmentionné.

3. Je certifie que tous les renseignements que j'ai fournis dans cette demande sont vrais et exacts au meilleur de ma connaissance. J'ai lu ce formulaire de consentement, je l'ai compris et j'y souscris entièrement.

SIGNATURE DU CANDIDAT :

\_\_\_\_\_

Signé le : \_\_\_\_\_

Envoyer un e-mail a l'Adresse : \_\_\_\_\_

SIGNATURE REPRESENTANT DE L'ORGANISATION :

\_\_\_\_\_

Signé le : \_\_\_\_\_

Envoyer un e-mail a l'Adresse : \_\_\_\_\_

La recherche sera effectuée dans les bases de données nationales. L'existence éventuelle de condamnations criminelles et d'accusations en instance, ainsi que tous les cas de contact avec la police au cours des cinq dernières années, pourraient être divulgués.

Cette recherche vise les personnes qui sont candidates à un poste, rémunéré ou bénévole, où elles seraient appelées à travailler auprès d'enfants ou de personnes vulnérables. Les renseignements sont recueillis et divulgués conformément aux articles 29(1) et 32 de la *Loi sur l'accès à l'information municipale et la protection de la vie privée* et à la *Loi sur les services policiers*, L.R.O. 1990, chap. P.15.

#### RENSEIGNEMENTS POUVANT ÊTRE DIVULGUÉS

Les renseignements suivants contenus dans les bases de données des services de police locaux pourraient être divulgués si cela était jugé nécessaire :

- Renseignements concernant des suspects, à condition que leur divulgation ne nuise à aucune enquête en cours;
- Rapports résultant d'incidents particuliers relatifs à la *Loi sur la santé mentale*,

Cette recherche ne porte pas les éléments suivants : déclarations de culpabilité par procédure sommaire, libérations et réhabilitations (à l'exception des infractions sexuelles figurant dans l'annexe de la *Loi sur le casier judiciaire*). Les renseignements contenus dans ce certificat sont exacts à la date d'émission.